

Projet de séminaire Réussir l'éducation en Afrique : l'enjeu des langues.

30 septembre 2013

1. Les défis de la scolarisation

- ▶ À l'heure où les discussions internationales sur l'agenda « post-2015 » ont commencé, les premiers bilans des politiques mises en œuvre par les États d'Afrique sub-saharienne sont dressés. Les progrès réalisés sont, dans plusieurs pays, considérables. Entre 1999 et 2010, le taux net de scolarisation est passé de 59% à 77%. L'objectif du millénaire pour le développement (OMD), c'est-à-dire l'atteinte d'une scolarisation primaire universelle en 2015, ne sera pourtant pas tenu, le taux d'achèvement du primaire, principale mesure de cet OMD, s'élevant à 70% en Afrique subsaharienne.
- ▶ Alors que la généralisation de l'enseignement de base est en marche, l'amélioration de la qualité des acquis de l'apprentissage, qui nécessite notamment la réalisation d'un cycle complet d'enseignement primaire, va demeurer, au-delà de 2015, un objectif majeur pour tous les niveaux d'enseignement.
- ▶ A cet égard, la maîtrise des langues d'enseignement par les enseignants et les élèves sera un élément déterminant.

2. La question des langues dans l'éducation

- ▶ Une des particularités de l'école en Afrique subsaharienne, est que la langue maternelle ou nationale n'y est jamais la seule langue d'enseignement. Le recours à l'anglais, au français, au portugais ou à l'espagnol comme langue d'enseignement est sans doute un facteur de complexité mais est aussi un atout, si certaines conditions sont remplies, dans un monde où croît l'exigence de plurilinguisme et d'ouverture internationale.
- ▶ En recherchant les moyens d'assurer un début de scolarisation en langue maternelle, tout en préservant la place du français comme langue d'enseignement, l'initiative ÉLAN, *École et langues nationales en Afrique*, de l'Organisation internationale de la Francophonie s'inscrit dans une perspective d'enseignement plurilingue qui se retrouve dans d'autres zones que l'espace francophone.
- ▶ Cette nouvelle donne, où le français et les autres langues d'enseignement internationales s'inscrivent dans un contexte plurilingue, implique la redéfinition des approches pédagogiques, un renouveau de la formation des enseignants (formation linguistique et professionnelle) et un renouvellement des manuels et supports. À ce prix, la pluralité linguistique de l'enseignement africain, loin d'être un obstacle, sera un facteur de réussite.
- ▶ Le manque de formation des enseignants rend toutefois très difficile la pleine réussite de dispositifs d'enseignement complexes où langue maternelle et langue internationale d'enseignement trouveront chacune sa place légitime. On constate, au moins empiriquement, un manque de formation des professeurs, à tous les niveaux de l'enseignement scolaire.
Cette carence est d'abord linguistique : la massification a nécessité le recrutement de très nombreux enseignants qui, dans bien des cas, ont une maîtrise insuffisante du français (pour ce qui concerne l'espace francophone). Au-delà des besoins purement linguistiques, les formations pédagogiques manquent aussi. En effet, enseigner d'abord en une langue maternelle ou dans une des langues véhiculaires de la sous-région, puis dans une langue internationale d'enseignement, suppose des savoir-faire pédagogiques dont disposent rarement les enseignants recrutés parfois dans des conditions d'urgence.

3. Les besoins de financement

- ▶ La nécessaire mise à niveau linguistique et pédagogique des enseignants dans l'enseignement primaire et secondaire (mais aussi dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels) implique des coûts qui excèdent les possibilités de plusieurs États africains.
- ▶ Il est indispensable que la politique des grands bailleurs de fonds intègre cette dimension d'appui aux formations, notamment linguistiques, pour renforcer la qualité de l'enseignement en Afrique, sans quoi il est à craindre que des régressions qualitatives ne compromettent les progrès réalisés sur le plan quantitatif.

4. Les objectifs du séminaire

- ▶ Le séminaire visera trois objectifs :
 - inscrire, dans les priorités des bailleurs de fonds internationaux, la maîtrise de la langue d'enseignement comme une des composantes essentielles de la formation professionnelle des enseignants ;
 - présenter des exemples de bonnes pratiques et d'outils (programmes et démarches pour l'enseignement bilingue, outils d'évaluation linguistique et professionnelle pour les enseignants, programmes de formation en présence et à distance, etc.) ;
 - à partir des pratiques observées, tracer des perspectives propices au développement de politiques linguistiques dans les systèmes éducatifs.

5. Les partenaires

Les organismes suivants ont participé à deux réunions préparatoires qui ont précisé les objectifs du séminaire. Leur engagement dans la réalisation de ce projet est confirmé :

- Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) ;
- Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN) ;
- Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ;
- Partenariat mondial pour l'éducation (PME) ;
- Ministère français des affaires étrangères (MAE) ;
- Agence française de développement (AFD).

D'autres partenaires financiers pourraient rejoindre le comité de suivi.

6. Organisation

- ▶ Le CIEP, s'appuyant sur son expertise reconnue, identifiera des intervenants présentant démarches et expériences. Les partenaires proposeront eux aussi des intervenants.
- ▶ Le CIEP dispose de toute la logistique utile à l'organisation d'un séminaire et logement des participants. Les espaces nécessaires ont été réservés pour les **27 et 28 mars 2014**.
- ▶ Le séminaire se déroulera en français et en anglais. Des actes seront édités dans ces deux langues.
- ▶ Le budget du séminaire est évalué à 144 000 € environ pour 70 à 80 personnes. Le plan de financement est encore à établir en concertation avec les partenaires de ce projet.

